

N° DP 24/597

DECISION DU PRESIDENT

CONVENTION DE MISE A DISPOSITION AU PROFIT DE L'ASSOCIATION LES AMIS DE LA PRESQU'ILE DE GIENS RELATIVE AU SQUARE QUEIROLO - COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS

Le Président de la Métropole

VU le Code Général des Collectivités Territoriales

VU le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, notamment l'article L.2125-1,

VU le décret n° 2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

VU la convention de mise à disposition, ci-annexée,

CONSIDERANT que la Métropole s'est vue transférer par la Commune d'Hyères-les-Palmiers, le square Queirolo dans le cadre de sa compétence "déplacements urbains",

CONSIDERANT qu'en date du 27 mai 2024, l'association « Les Amis de la Presqu'île de Giens » a sollicité la Métropole en vue d'utiliser le square Queirolo afin d'y créer un jardin médiéval, dans le cadre d'une aire Terrestre Educative à destination des élèves du primaire, des collèges et des lycées,

CONSIDERANT que cette occupation du domaine public est consentie à une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, la Métropole consent cette autorisation à titre gracieux, conformément à l'article L.2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et prendra effet le 4 juillet 2024 pour se terminer le 31 août 2026,

D E C I D E

ARTICLE 1

DE SIGNER la convention de mise à disposition consentie à titre gracieux à l'association « Les Amis de la Presqu'île de Giens » en vue d'utiliser le square Queirolo afin d'y créer un jardin médiéval, dans le cadre d'une aire Terrestre Educative à destination des élèves du primaire, des collèges et des lycées, qui prendra effet le 4 juillet 2024 pour se terminer le 31 août 2026.

ARTICLE 2

DE DIRE que cette décision est sans incidence financière.

La présente Décision sera

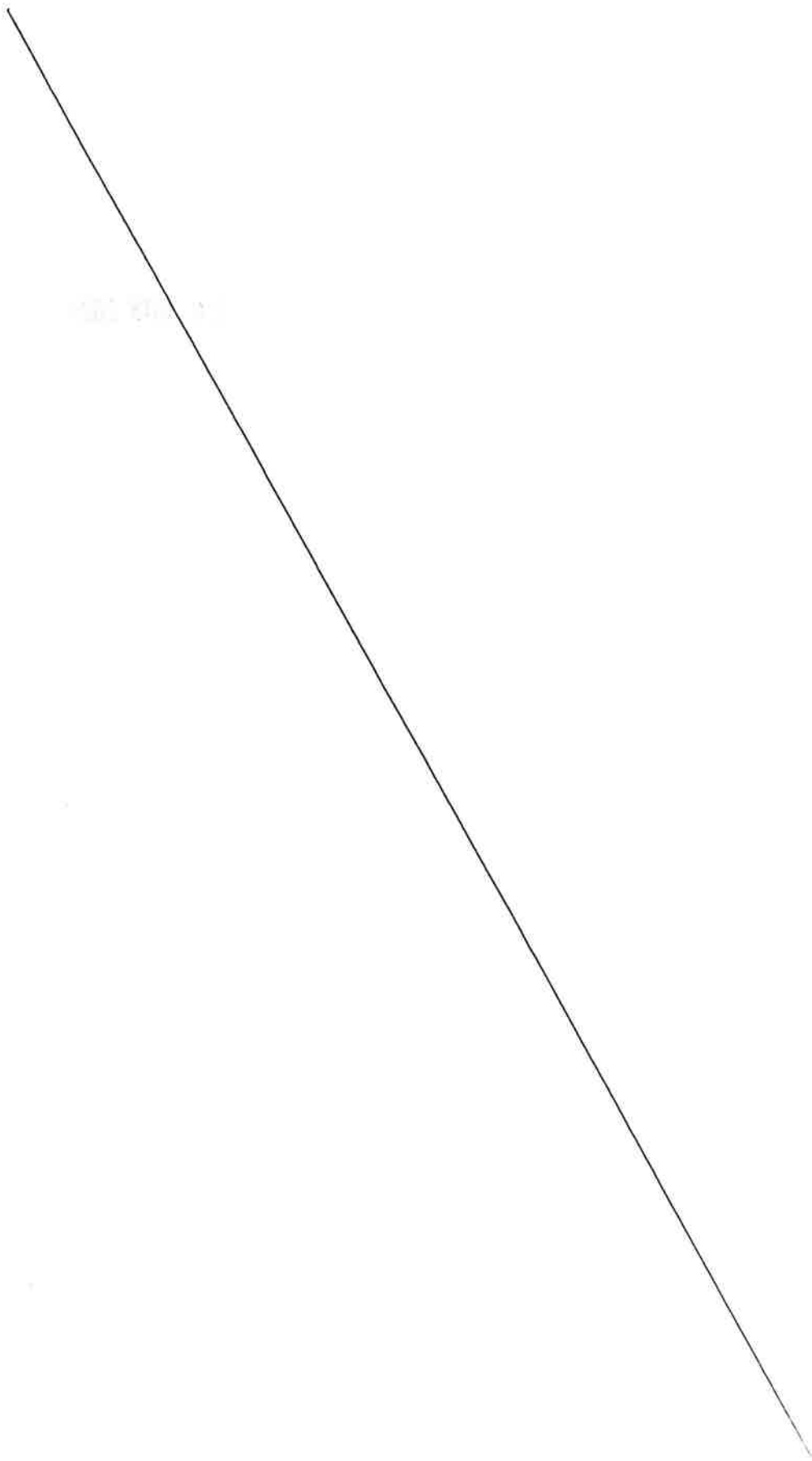
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **28 JUIN 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée





**CONVENTION DE MISE A DISPOSITION
AU PROFIT DE L'ASSOCIATION LES AMIS DE
LA PRESQU'ÎLE DE GIENS
RELATIVE AU SQUARE QUEIROLO
COMMUNE D'HYERES-LES-PALMIERS**

Entre les soussignés :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée 107, boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex, représentée par son Président, Monsieur Jean Pierre GIRAN, agissant en vertu de la décision Président n°

Ci-après dénommée « la Métropole Toulon Provence Méditerranée »,

D'une part

Et

L'association « Les Amis de la Presqu'île de Giens », domiciliée à Hyères-les-Palmiers (83400), 17, rue Ernest Reyer, , immatriculée sous le numéro SIRET 417 608 866 00030 et représentée par Monsieur Pierre LAVILLE , Président dûment habilité à l'effet des présentes,

Ci-après dénommée « l'Occupant »,

D'autre part

Il est préalablement exposé ce qui suit :

La Métropole s'est vue transférer par la Commune d'Hyères-les-Palmiers, le square Queirolo dans le cadre de sa compétence "déplacements urbains".

En date du 27 mai 2024, l'association « Les Amis de la Presqu'île de Giens » a sollicité la Métropole en vue de créer sur le square Queirolo un jardin médiéval, dans le cadre d'une aire Terrestre Educative à destination des élèves du primaire, des collèges et des lycées.

Considérant que cette occupation du domaine public est consentie à une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, la Métropole consent cette autorisation à titre gracieux.

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention :

L'association « Les Amis de la Presqu'île de Giens » est autorisée à utiliser le square Queirolo, sis à Hyères-les-Palmiers en vue d'y créer un jardin médiéval, dans le cadre d'une aire Terrestre Educative, à destination des élèves du primaire, des collèges et des lycées.

L'Occupant ne pourra destiner les lieux à une activité autre que celle mentionnée ci-dessus sans accord exprès écrit, de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Cette autorisation est délivrée à titre strictement personnel et sans constitution de droits réels. Elle ne saurait être cédée, louée ou déléguée, à titre gratuit ou payant. Elle fera l'objet d'une occupation et d'une utilisation directe, sans discontinuité, au nom de l'Occupant et d'une remise en état des lieux à l'issue de l'autorisation.

Cette convention, précaire et révocable, est régie par les règles du droit administratif des collectivités territoriales, à l'exclusion de toutes autres législations, y compris celle relative au Code du Commerce.

Article 2 – Durée de la convention :

La présente convention prend effet à compter du 04 juillet 2024 pour se terminer le 31 août 2026.

Article 3 – Conditions financières :

La Métropole Toulon Provence Méditerranée consent cette mise à disposition à titre gracieux, eu égard à l'intérêt général présenté par la création d'un jardin médiéval géré une association à but non lucratif qui concourt à la satisfaction d'un intérêt général, conformément à l'article L2125-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques

Charges :

L'Occupant fera son affaire personnelle des contrats (branchements, consommation, abonnement) d'eau, et de maintenances diverses liées au fonctionnement des équipements et matériels nécessaires à son activité.

Il fera également son affaire personnelle de l'entretien et du nettoyage des espaces mis à sa disposition en lien rendus nécessaires du fait de l'utilisation de ceux-ci dans le cadre du projet.

Article 4 – Dispositions générales :

L'Occupant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour donner en tout temps libre accès en tout point de la zone aux agents chargés du contrôle, notamment ceux relevant du Propriétaire.

Il veillera notamment à ne pas entraver la libre circulation des usagers.

L'occupant supportera également, sauf recours contre qui de droit, toutes les indemnités qui pourraient être dues à des tiers en raison des travaux de toute nature ou de l'utilisation des parcelles transférées.

Article 5 – Etat des lieux :

L'Occupant prend les lieux, installations, dépendances dans l'état où ils se trouvent au moment de l'entrée dans les lieux.

Il ne sera pas admis à réclamer des indemnités quelconques, sous quelque prétexte que ce soit (erreurs, omission, défaut de désignation, vice caché, mauvais état du sol, sous-sol...). Il ne devra ni modifier la distribution des lieux, ni effectuer ou autoriser construction ou démolition, sans autorisation préalable et écrite de la Métropole.

En fin d'occupation, le square sera libéré de toute occupation (carré potager, ...) et les lieux seront remis en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage).

Article 6 – Responsabilité de l'Occupant :

L'Occupant :

- est responsable civilement et pénalement de tous les contentieux résultant de ses agissements. A ce titre, il est tenu de s'assurer au titre de la Responsabilité Civile de la Métropole pour toutes les conséquences pouvant résulter de ses activités,
- supporte toutes dégradations qui seraient apportées aux terrains et aux avoisinants du fait des activités qui seront exercées et à entreprendre à ses frais toutes les réparations et remises en état qui s'avèreraient nécessaires,
- est responsable de la totalité des équipements, constructions et occupations diverses installés dans l'emprise du domaine mis à sa disposition. Il est tenu de respecter toutes les réglementations relatives à ces installations.
- déclare expressément renoncer à tout recours de quelque nature que ce soit envers la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

L'Occupant aura l'entière responsabilité des nuisances et dommages éventuels pouvant survenir, de son fait, de celui de ses préposés ou des personnes agissant pour son compte, sur son personnel, ses fournisseurs, ses prestataires et à tous tiers pouvant se trouver dans les lieux, objet des présentes, ainsi qu'à leurs biens.

La surveillance des lieux mis à disposition incombant à l'Occupant, la Métropole est dégagée de toute responsabilité en cas d'effraction, de déprédation, de vol, de perte, de dommages ou autre cause quelconque survenant aux personnes et / ou aux biens.

L'Occupant, en outre, ne pourra prétendre à aucune indemnisation en raison de l'état des dépendances et installations, des troubles et interruptions qu'apporteraient éventuellement à son occupation la réalisation de travaux effectués sous la maîtrise d'ouvrage de la Métropole Toulon Provence Méditerranée sur les locaux, bâtiments ou terrains à proximité.

L'Occupant, sauf travaux d'urgence, en sera toutefois informé par courrier un mois au moins avant le commencement des travaux. Ce courrier précisera la nature de ces travaux, la date de réalisation, la durée prévisible, les contraintes et restrictions susceptibles (arrêt temporaire d'exploitation, modification des accès, précautions particulières, consignes de sécurité...).

Article 7 – Exclusion de responsabilité :

En aucun cas, la responsabilité de la Métropole Toulon Provence Méditerranée ne pourra être recherchée pour quelque cause que ce soit, en cas de dommages subis ou causés par l'exploitation ou par l'existence même des ouvrages objets de la présente convention.

La Métropole ne pourra être tenue pour responsable des dégradations sur le site résultant de l'activité mentionnée à l'article 1, vols, ou détournements concernant les biens mis à disposition.

L'Occupant ne pourra élever aucune réclamation ou contestation du fait de l'établissement ou de l'exploitation d'autres ouvrages et activités autorisées par la Métropole Toulon Provence Méditerranée à proximité du périmètre de la zone faisant l'objet de la présente convention.

Article 8 – Assurances :

L'Occupant fournira dès son entrée dans les lieux puis le 1^{er} janvier de chaque année, les diverses polices d'assurance à jour et la preuve du règlement des primes afférentes.

Polices d'assurances :

L'Occupant devra s'assurer auprès d'une compagnie notoirement solvable au titre de sa responsabilité civile, mais également contre tous les risques d'occupation, notamment recours des voisins, dégâts des eaux, bris de glace, explosions, incendie.

Il est tenu d'assurer tous les biens immobiliers et mobiliers compris dans l'emprise faisant l'objet de la présente convention que ceux-ci existent ou qu'ils s'y ajoutent ultérieurement.

Sinistre :

En cas de sinistre, l'Occupant aura l'obligation d'entreprendre dans les meilleurs délais la réparation de dommages ou la reconstitution du bien et d'y affecter toutes les sommes reçues en vertu des polices d'assurance contractées. En l'absence de diligence, et après mise en demeure restée infructueuse, la Métropole Toulon Provence Méditerranée sera fondée à prononcer la résiliation de la présente convention.

Article 9 – Cessation, révocation, résiliation de l'autorisation :

Cessation d'occupation :

La cessation d'occupation pour quel que motif que ce soit n'ouvre aucun droit à versement d'indemnité par la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

La cessation implique obligatoirement le rétablissement, sous 7 jours, des lieux en leur état initial par les soins et aux frais de l'Occupant (dépose, enlèvement, stockage et nettoyage). L'Occupant reste propriétaire de l'ensemble des améliorations et installations qui ne sont pas attachées à perpétuelle demeure.

A défaut d'exécution la Métropole Toulon Provence Méditerranée est habilitée à se substituer à lui, à ses frais, risques et périls sans qu'il puisse prétendre à une indemnité.

Cessation à l'initiative de l'Occupant :

La cessation intervient au terme normal de l'autorisation consentie, sans renouvellement. Elle peut également intervenir par anticipation sur demande de l'Occupant par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de cessation avec un préavis de trois mois, acceptée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, sans aucune formalité judiciaire, ni indemnité.

Révocation à l'initiative de la Métropole pour défaut d'exécution des obligations de l'Occupant :

Elle est prononcée par la Métropole Toulon Provence Méditerranée un mois après une mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, restée sans effet, adressée à l'Occupant pour l'inviter soit à :

- Se conformer à l'une des conditions de la présente convention
- Obtempérer aux instructions qui lui auront été données par un agent de la Métropole Toulon Provence Méditerranée.

Retrait pour cause d'intérêt général :

Il intervient sur demande de la Métropole Toulon Provence Méditerranée par lettre recommandée avec accusé de réception fixant la date de retrait avec un préavis d'un mois.

Article 10 – Contestation

En cas de désaccord entre les parties, le Tribunal Administratif de Toulon sera seul compétent pour trancher les litiges concernant l'interprétation ou l'exécution de la présente convention.

Article 11 - Informatique et libertés :

Les informations recueillies par le mandataire dans le cadre de la présente convention font l'objet d'un traitement informatique nécessaire à l'exécution des missions confiées à la Métropole par la présente convention. Conformément à la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée, les parties bénéficient d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des informations qui les concernent. Pour exercer ces droits, les parties peuvent s'adresser à la Métropole, aux coordonnées précitées.

Fait à Toulon, le

Le Président de l'Association
Les Amis de la Presqu'île de Giens

Le Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

Pierre LAVILLE

Jean Pierre GIRAN

